

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 335 / Juin 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2021

La conjoncture du premier trimestre est en expansion après le repli du quatrième trimestre. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, augmente fortement, tandis que le crédit est en légère baisse. Les entreprises sont dans une situation favorable : les importations de biens d'équipement et d'investissement sont en forte augmentation, de même que l'encours des crédits. La situation du secteur du BTP est plus mitigée. Enfin, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 et le confinement mis en place sur le Territoire depuis le 9 mars 2021, le trafic international, en légère hausse au premier trimestre, devrait chuter au deuxième trimestre. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises, perturbés par le confinement, devraient également être en baisse.

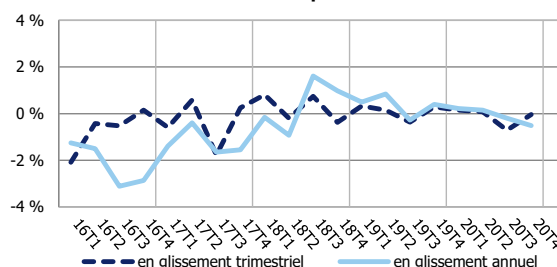
### Un premier trimestre en expansion après le repli du quatrième trimestre

#### Légère diminution de l'indice des prix

En raison de la crise sanitaire et du confinement en vigueur sur le Territoire, il n'y a pas eu d'indice des prix au premier trimestre 2021. Au quatrième trimestre 2020, l'indice des prix est stable après la légère diminution du troisième trimestre (-0,7 %). Les prix de l'énergie augmentent faiblement (+3,9 %), après la forte baisse du trimestre précédent (-11,2 %), tandis que les prix de l'alimentation et des produits manufacturés restent stables (respectivement +0,2 % et -0,1 %). Les prix des services sont en baisse (-1,2 %).

En rythme annuel, l'indice global est assez stable (-0,5 %). Seuls les prix de l'alimentation sont en hausse (+2,2 %). En revanche, les prix de l'énergie connaissent une forte diminution (-8,5 %). En plus de la diminution des prix de l'électricité avec la mise en place de la dernière étape de la péréquation tarifaire en janvier 2020, les prix des carburants ont également baissé sur l'année, de 14,5 % pour l'essence et de 15,4 % pour le gasoil par rapport à décembre 2019.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

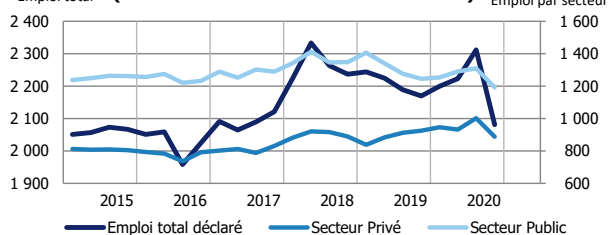
#### Chute de l'emploi déclaré

Selon les données à fin décembre 2020, 2 081 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 312 à fin septembre 2020. Ainsi, l'emploi diminue aussi bien en rythme trimestriel (-10,0 %) qu'en rythme annuel (-4,1 %). Par rapport au troisième trimestre, l'emploi déclaré a diminué dans le secteur public (-8,9 %) comme dans le secteur privé (-11,4 %).

À fin décembre 2020, on dénombre 1 193 salariés dans le secteur public, en baisse par rapport au trimestre précédent (-8,9 %) et à l'année précédente (-4,2 %). Le secteur privé compte 888 salariés, soit une baisse à la fois trimestrielle (-11,4 %) et annuelle (-4,0 %).

L'emploi déclaré diminue dans l'ensemble des secteurs. Les secteurs du BTP, des services et de l'industrie/artisanat enregistrent les plus fortes baisses par rapport au troisième trimestre (respectivement -14,1 %, -14,9 % et -27,6 %). L'emploi déclaré se maintient dans le secteur du commerce (-0,9 %). Comme les emplois déclarés ont plus diminué dans le secteur privé, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire augmente pour s'établir à 57,3 % (contre 56,7 % au trimestre précédent).

Emploi déclaré localement (nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPSWF

## La consommation des ménages rebondit

Après leur diminution (-9,3 %, CVS) au quatrième trimestre, les importations de biens de consommation augmentent fortement au premier trimestre 2021 (+37,1 %, CVS), à 346 millions de F CFP (données CVS). Elles augmentent également en glissement annuel (+51,1 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer augmentent sur le trimestre (+44,0 %, CVS) et sur l'année (+68,2 %, CVS), pour s'établir à 136 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont également en hausse sur le trimestre (+98,4 %, CVS) et sur l'année (+87,9 %, CVS), pour atteindre 73 millions de F CFP (CVS).

Avec 27 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en légère baisse sur le trimestre (-7,6 %, CVS), mais reste à un niveau élevé (+7,5 % sur l'année, CVS<sup>1</sup>).

La consommation d'électricité est en légère baisse sur le trimestre (-2,0 %, CVS), mais en hausse sur l'année (+2,6 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation diminue à la fois sur le trimestre (-7,2 %) et sur l'année (-2,2 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages augmente légèrement et s'établit à 2,9 % contre 2,7 % au trimestre précédent ; ce taux reste cependant particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

À fin mars 2021, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se détériorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente en passant de 222 à 246 personnes, soit une hausse de 10,8 % ; il augmente également sur l'année (+10,8 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque diminue (-7,6 %, soit 279 incidents contre 302 au quatrième trimestre), mais reste à un niveau élevé et augmente sensiblement en rythme annuel (+27,4 %).

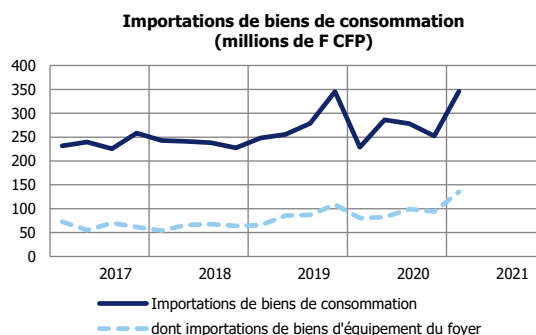
## Vigueur de l'investissement des entreprises

Après avoir diminué au quatrième trimestre (-3,6 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en forte hausse au premier trimestre (+31,5 %, CVS) et surtout sur l'année (+103,1 %, CVS).

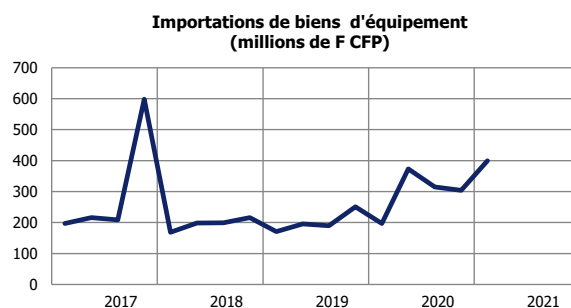
Les importations de biens intermédiaires explosent par rapport au quatrième trimestre (+88,5 %, CVS) et sur l'année (+127,3 %, CVS). Cette hausse est notamment due aux importations de produits de l'industrie textile, qui sont passées de 11 (quatrième trimestre 2020) à 155 millions de F CFP.

Avec 28 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent par rapport au quatrième trimestre 2020 (+19,9 %, données CVS<sup>2</sup>) et par rapport au premier trimestre 2020 (+23,4 %, CVS).

L'encours des crédits aux entreprises (1 291 millions de F CFP) augmente sur le trimestre (+31,6 %) et sur l'année (+53,9 %). Les crédits d'exploitation diminuent par rapport au trimestre précédent (-49,1 %, passant de 20 à 10 millions de F CFP), mais augmentent sur l'année (+653,6 %). Les crédits d'investissement sont en augmentation à la fois sur le trimestre (+51,3 %) et sur l'année (+50,8 %). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue au premier trimestre, s'établissant à 1,6 % contre 1,9 % au trimestre précédent. Egalement en baisse en glissement annuel (-0,5 point), c'est le taux le plus faible de ces dernières années.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

<sup>1</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

<sup>2</sup> Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

## Les importations sont en nette augmentation

Les importations totales augmentent sur le trimestre (+37,0 %, CVS) et sur l'année (+34,6 %, CVS). Elles s'élèvent à 2 153 millions de F CFP (données CVS), atteignant le niveau le plus élevé de ces dernières années.

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en augmentation par rapport au quatrième trimestre 2020 (+82,3 %, CVS), soit 574 millions de F CFP contre 315 millions au trimestre précédent, CVS). De manière similaire, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 400 et 532 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 932 millions de F CFP au premier trimestre 2021 contre 586 millions au quatrième trimestre 2020, soit une hausse de 59 % (CVS).

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont logiquement en hausse de 48,8 % sur le trimestre, à 406 millions de F CFP, un niveau également en croissance comparé à celui du premier trimestre 2020 (+38,3 %).<sup>3</sup>

## Situation mitigée pour les principaux secteurs d'activité

### Le BTP poursuit sa reprise

Le secteur du BTP est en expansion avec des importations de ciment qui augmentent par rapport au quatrième trimestre (+5,9 %, CVS). Ces importations sont également bien supérieures à leur niveau de 2020 (+73,3 % sur l'année, CVS) : elles s'élèvent à 18,8 millions de F CFP (CVS) contre 15,2 millions en moyenne sur l'année 2020 (CVS). Les effectifs salariés sont cependant en baisse en fin de quatrième trimestre (-14,1 % à fin décembre par rapport à fin septembre) pour s'établir à 73 employés.

### Une activité commerciale en rattrapage

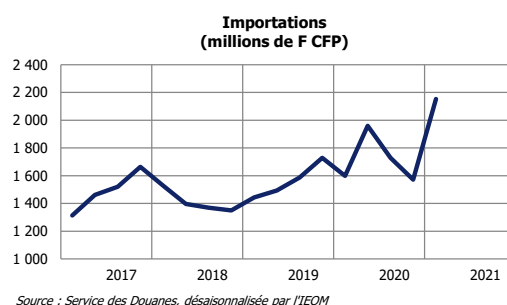
Après une stabilisation au troisième trimestre et un recul au quatrième trimestre, le secteur du commerce rebondit fortement. Les importations de biens de consommation augmentent (+37,1 %, CVS), tout comme celles des biens d'équipement du foyer (+44,0 %, CVS). Les importations de produits alimentaires et d'articles d'habillement connaissent même des hausses plus importantes (respectivement +82,3 % et +98,4 %, CVS). Pour les entreprises, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement sont également en hausse (respectivement +88,5 % et +31,5 %, CVS).

### Une fréquentation du Territoire toujours faible

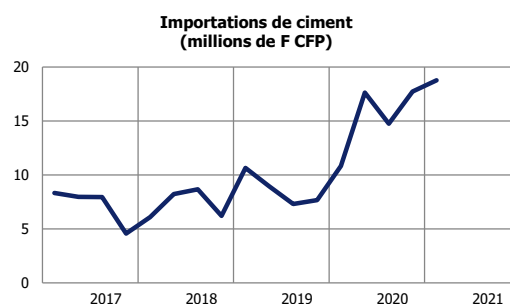
Le tourisme (qui a été possible uniquement depuis la Nouvelle-Calédonie et jusqu'à début mars) a augmenté au premier trimestre, avec un trafic international en hausse de 7,2 % par rapport au quatrième trimestre : on passe ainsi de 5 511 à 5 908 passagers (données CVS). Le trafic est en baisse de 11,9 % en glissement annuel (CVS). Quant au trafic intérieur, il est en baisse sur le trimestre (-23,8 %, soit 2 593 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global diminue, avec la baisse conjointe du trafic international (-11,9 %, CVS) et du trafic intérieur (-18,2 %, CVS).

Avec l'arrêt des vols commerciaux avec la Nouvelle-Calédonie et la suspension des vols internes depuis début mars, le trafic aérien va encore diminuer et rester faible dans les prochains trimestres.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

<sup>3</sup> Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au Japon, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

### UN REDÉMARRAGE ÉCONOMIQUE CONTRASTÉ EN ASIE-PACIFIQUE

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, la reprise économique est divergente au sein de la zone Asie Pacifique, les pays étant différemment affectés par le virus de la Covid-19 et différemment exposés au secteur du tourisme. Ils bénéficient également de soutien budgétaire et monétaire plus ou moins forts.

L'économie **australienne** continue à se redresser au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, avec une croissance plus forte que prévu (+1,8 % sur le trimestre et +1,1 % en rythme annuel), tirée par un regain de confiance des consommateurs et des entreprises depuis fin 2020 suite à la levée des restrictions sanitaires. L'Australie bénéficie par ailleurs de la bonne tenue de la demande mondiale en matières premières. Dans son budget 2021-2022, le gouvernement (qui intègre la fermeture des frontières jusqu'à mi-2022) prévoit des baisses d'impôts et des mesures d'accompagnements aux secteurs touchés par la crise sanitaire. L'Australie est toutefois touchée par le confinement prolongé du Victoria et un lent déploiement du vaccin.

Côté **néo-zélandais**, l'OCDE prévoit une croissance de 3,5 % en 2021 et de 3,8 % en 2022 grâce à une solide consommation des ménages, une augmentation des investissements dans les infrastructures et une augmentation progressive du tourisme à mesure que les frontières rouvrent. Au contraire, dans les **Iles Pacifiques** très sensibles au tourisme, telles que les Iles Fidji, ou encore les Iles Cook, l'impact de la crise reste significatif dans un contexte d'incertitude de réouverture des frontières.

L'envolée de la croissance économique **chinoise** au 1<sup>er</sup> trimestre (+18,3 % en glissement annuel) est amplifiée par un effet de base compte tenu de la chute en 2020, mais confirme aussi son retour sur un rythme de croissance soutenue. La production industrielle et les ventes au détail sont bien orientées. L'OCDE a revu à la hausse la croissance de la Chine à 8,4 % en 2021.

Au **Japon**, le PIB se contracte de 1,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, mettant un coup d'arrêt au début de reprise enregistré durant la seconde partie de l'année 2020. L'aggravation de la crise sanitaire et le retour de l'état d'urgence dans plusieurs départements du pays durant le trimestre a impacté la consommation des ménages. Les perspectives restent mal orientées puisqu'en réponse à une nouvelle vague du Covid-19, le gouvernement a réinstauré en avril des mesures de protection (jusqu'au 31 mai).

L'économie des pays de l'**ASEAN** reste plombée par la résurgence des cas de Covid-19. Ainsi, la plupart des pays de la région restent en récession au premier trimestre 2021 en glissement annuel, notamment les Philippines (-4,2 %), la Thaïlande (-2,6 %), l'Indonésie (-0,7 %) et la Malaisie (-0,5 %). Singapour renoue avec une croissance légèrement positive (+0,2 %), tandis que le Vietnam confirme son taux de croissance le plus élevé de la zone (+4,5 %) au premier trimestre.

\* Membres de l'ASEAN, Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor